

Brit.

5
342
034

TREATY SERIES. 1919.

No. 18.

MC# 4054614

CONVENTION

REVISING THE

GENERAL ACT OF BERLIN,
FEBRUARY 26, 1885,

AND THE

GENERAL ACT AND DECLARATION
OF BRUSSELS, JULY 2, 1890.

Signed at Saint-Germain-en-Laye, September 10,
1919.

Presented to Parliament by Command of His Majesty.

[Command Papers]



LONDON :

PRINTED AND PUBLISHED BY
HIS MAJESTY'S STATIONERY OFFICE.

To be purchased through any Bookseller or directly from
H.M. STATIONERY OFFICE at the following addresses :
IMPERIAL HOUSE, KINGSWAY, LONDON, W.C. 2, and
28, ABINGDON STREET, LONDON, S.W. 1 ;
37, PETER STREET, MANCHESTER ;
1, ST. ANDREW'S CRESCENT, CARDIFF ;
23, FORTH STREET, EDINBURGH ;
or from E. PONSONBY, LTD., 116, GRAFTON STREET, DUBLIN.

Slubs
[Cmd. 477.]

1919.
Price 1d. Net.

CONVENTION PORTANT REVISION DE L'ACTE
GÉNÉRAL DE BERLIN DU 26 FÉVRIER 1885
ET DE L'ACTE GÉNÉRAL ET DE LA DÉ-
CLARATION DE BRUXELLES DU 2 JUILLET
1890.

Signée le 10 septembre 1919.

LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE, LA BELGIQUE,
L'EMPIRE BRITANNIQUE, LA FRANCE, L'ITALIE, LE
JAPON ET LE PORTUGAL ;

Considérant que l'Acte Général de la Conférence africaine, signé à Berlin le 26 février 1885, a eu pour objet essentiel de constater l'accord des Puissances relativement aux principes généraux devant guider leur action commerciale et civilisatrice dans les régions, mal connues ou insuffisamment organisées, d'un continent où sévissaient encore l'esclavage et la traite ;

Considérant que le régime de la franchise d'entrée, instauré pour vingt ans par l'article 4 dudit Acte, a dû être modifié pour une période provisoire de quinze ans par la Déclaration de Bruxelles du 2 juillet 1890, et que, depuis lors, aucun accord n'est intervenu, malgré les dispositions desdits Actes ;

Considérant que les territoires intéressés sont actuellement placés sous des autorités reconnues, qu'ils sont dotés d'institutions administratives conformes aux conditions locales et que l'évolution des populations indigènes s'y poursuit progressivement ;

Désireux d'assurer par des dispositions appropriées aux exigences modernes l'application des principes généraux de civilisation consacrés par les Actes de Berlin et de Bruxelles,

Ont désigné pour leurs Plénipotentiaires :

LE PRÉSIDENT DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE :

L'Honorable Frank Lyon Polk, Sous-Secrétaire d'État ;
L'Honorable Henry White, ancien Ambassadeur extraordinaire
et plénipotentiaire des États-Unis à Rome et à Paris ;

Le General Tasker H. Bliss, Représentant militaire des États-
Unis au Conseil supérieur de Guerre ;

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES :

M. Paul Hymans, Ministre des Affaires étrangères, Ministre
d'État ;

M. Jules van den Heuvel, Envoyé extraordinaire et Ministre
plénipotentiaire de S. M. le Roi des Belges, Ministre d'État

M. Émile Vandervelde, Ministre de la Justice, Ministre d'État

CONVENTION REVISING THE GENERAL ACT OF
BERLIN, FEBRUARY 26, 1885, AND THE
GENERAL ACT AND DECLARATION OF
BRUSSELS, JULY 2, 1890.

Signed September 10, 1919.

(Translation.)

THE UNITED STATES OF AMERICA, BELGIUM, THE
BRITISH EMPIRE, FRANCE, ITALY, JAPAN AND POR-
TUGAL ;

Whereas the General Act of the African Conference, signed at
Berlin on February 26, 1885, was primarily intended to demonstrate
the agreement of the Powers with regard to the general principles
which should guide their commercial and civilising action in the
little known or inadequately organised regions of a continent where
slavery and the slave trade still flourished ; and

Whereas by the Brussels Declaration of July 2, 1890, it was
found necessary to modify for a provisional period of fifteen years
the system of free imports established for twenty years by Article 4
of the said Act, and since that date no agreement has been entered
into, notwithstanding the provisions of the said Act and Declara-
tion ; and

Whereas the territories in question are now under the control of
recognised authorities, are provided with administrative institutions
suitable to the local conditions, and the evolution of the native
populations continues to make progress ;

Wishing to ensure by arrangements suitable to modern require-
ments the application of the general principles of civilisation estab-
lished by the Acts of Berlin and Brussels,

Have appointed as their Plenipotentiaries :

THE PRESIDENT OF THE UNITED STATES OF
AMERICA :

The Honourable Frank Lyon Polk, Under-Secretary of State ;
The Honourable Henry White, formerly Ambassador Extra-
ordinary and Plenipotentiary of the United States at Rome
and Paris ;

General Tasker H. Bliss, Military Representative of the United
States on the Supreme War Council ;

HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS :

M. Paul Hymans, Minister for Foreign Affairs, Minister of
State ;

M. Jules van den Heuvel, Envoy Extraordinary and Minister
Plenipotentiary of His Majesty the King of the Belgians,
Minister of State ;

M. Émile Vandervelde, Minister of Justice, Minister of State ;

SA MAJESTÉ LE ROI DU ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE ET DES TERRITOIRES BRITANNIQUES AU DELA DES MERS, EMPEREUR DES INDES :

Le Très Honorable Arthur James Balfour, O.M., M.P., Secrétaire d'État pour les Affaires étrangères ;

Le Très Honorable Andrew Bonar Law, M.P., Lord du Sceau privé ;

Le Très Honorable Vicomte Milner, G.C.B., G.C.M.G, Secrétaire d'État pour les Colonies ;

Le Très Honorable George Nicoll Barnes, M.P., Ministre sans portefeuille ;

Et :

pour le DOMINION du CANADA :

L'Honorable Sir Albert Edward Kemp, K.C.M.G., Ministre des Forces d'Outre-Mer ;

pour le COMMONWEALTH d'AUSTRALIE :

L'Honorable George Foster Pearce, Ministre de la Défense ;

pour l'UNION SUD-AFRICAINE :

Le Très Honorable Vicomte Milner, G.C.B., G.C.M.G. ;

pour le DOMINION de la NOUVELLE-ZÉLANDE :

L'Honorable Sir Thomas Mackenzie, K.C.M.G., Haut-Commissaire pour la Nouvelle-Zélande dans le Royaume-Uni ;

pour l'INDE :

Le Très Honorable Baron Sinha, K.C., Sous-Secrétaire d'État pour l'Inde ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE :

M. Georges Clemenceau, Président du Conseil, Ministre de la Guerre ;

M. Stephen Pichon, Ministre des Affaires étrangères ;

M. Louis-Lucien Klotz, Ministre des Finances ;

M. André Tardieu, Commissaire général aux Affaires de Guerre franco-américaine ;

M. Jules Cambon, Ambassadeur de France ;

SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE :

L'Honorable Tommaso Tittoni, Sénateur du Royaume, Ministre des Affaires étrangères ;

L'Honorable Vittorio Scialoja, Sénateur du Royaume ;

L'Honorable Maggiorino Ferraris, Sénateur du Royaume ;

L'Honorable Guglielmo Marconi, Sénateur du Royaume ;

L'Honorable Silvio Crespi, Député ;

SA MAJESTÉ L'EMPEREUR DU JAPON :

Le Vicomte Chinda, Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de S. M. l'Empereur du Japon à Londres ;

M. K. Matsui, Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de S. M. l'Empereur du Japon à Paris ;

M. H. Ijuin, Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de S. M. l'Empereur du Japon à Rome ;

HIS MAJESTY THE KING OF GREAT BRITAIN AND IRELAND AND OF THE BRITISH DOMINIONS BEYOND THE SEAS, EMPEROR OF INDIA :

The Right Honourable Arthur James Balfour, O.M., M.P., His Secretary of State for Foreign Affairs ;

The Right Honourable Andrew Bonar Law, M.P., His Lord Privy Seal ;

The Right Honourable Viscount Milner, G.C.B., G.C.M.G., His Secretary of State for the Colonies ;

The Right Honourable George Nicoll Barnes, M.P., Minister without Portfolio ;

And :

for the DOMINION of CANADA :

The Honourable Sir Albert Edward Kemp, K.C.M.G., Minister of the Overseas Forces ;

for the COMMONWEALTH of AUSTRALIA :

The Honourable George Foster Pearce, Minister of Defence ;

for the UNION of SOUTH AFRICA :

The Right Honourable Viscount Milner, G.C.B., G.C.M.G. ;

for the DOMINION of NEW ZEALAND :

The Honourable Sir Thomas Mackenzie, K.C.M.G., High Commissioner for New Zealand in the United Kingdom ;

for INDIA :

The Right Honourable Baron Sinha, K.C., Under-Secretary of State for India ;

THE PRESIDENT OF THE FRENCH REPUBLIC :

M. Georges Clemenceau, President of the Council, Minister of War ;

M. Stephen Pichon, Minister for Foreign Affairs ;

M. Louis-Lucien Klotz, Minister of Finance ;

M. André Tardieu, Commissary-General for Franco-American Military Affairs ;

M. Jules Cambon, Ambassador of France ;

HIS MAJESTY THE KING OF ITALY :

The Honourable Tommaso Tittoni, Senator of the Kingdom, Minister for Foreign Affairs.

The Honourable Vittorio Scialoja, Senator of the Kingdom ;

The Honourable Maggiorino Ferraris, Senator of the Kingdom ;

The Honourable Guglielmo Marconi, Senator of the Kingdom ;

The Honourable Silvio Crespi, Deputy ;

HIS MAJESTY THE EMPEROR OF JAPAN :

Viscount Chinda, Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary of H.M. the Emperor of Japan at London ;

M. K. Matsui, Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary of H.M. the Emperor of Japan at Paris ;

M. H. Ijuin, Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary of H.M. the Emperor of Japan at Rome ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PORTUGAISE :

Le Docteur Affonso da Costa, ancien Président du Conseil des Ministres ;

Le Docteur Augusto Luiz Vieira Soares, ancien Ministre des Affaires étrangères ;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme,

Ont convenu des dispositions suivantes :

ARTICLE 1^{er}.

Les Puissances signataires s'engagent à maintenir entre leurs ressortissants respectifs et ceux des États, Membres de la Société des Nations, qui adhéreront à la présente Convention, une complète égalité commerciale dans les territoires placés sous leur autorité dans les limites à l'article 1^{er} de l'Acte Général de Berlin du 26 février 1885, avec la réserve prévue au dernier alinéa de cet article, rapporté dans l'Annexe ci-jointe.

Annexe.

Article 1^{er} de l'Acte Général de Berlin du 26 février 1885.

Le commerce de toutes les nations jouira d'une complète liberté :

1. Dans tous les territoires constituant le Bassin du Congo et de ses affluents. Ce bassin est délimité par les crêtes des bassins contigus, à savoir : notamment les bassins du Niari, de l'Ogowé, du Schari et du Nil, au nord ; par la ligne de faite orientale des affluents du lac Tanganyka à l'est ; par les crêtes des Bassins du Zambèze et de la Logé au sud. Il embrasse, en conséquence, tous les territoires drainés par le Congo et ses affluents, y compris le lac Tanganyka et ses tributaires orientaux.

2. Dans la zone maritime s'étendant sur l'Océan Atlantique depuis le parallèle situé par 2° 30 de latitude sud jusqu'à l'embouchure de la Logé.

La limite septentrionale suivra le parallèle situé par 2° 30, depuis la côte jusqu'au point où il rencontre le bassin géographique du Congo, en évitant le bassin de l'Ogowé, auquel ne s'appliquent pas les stipulations du présent Acte.

La limite méridionale suivra le cours de la Logé jusqu'à la source de cette rivière et se dirigera de là vers l'est jusqu'à la jonction avec le bassin géographique du Congo.

3. Dans la zone se prolongeant à l'est du bassin du Congo, tel qu'il est délimité ci-dessus, jusqu'à l'Océan Indien, depuis le cinquième degré de latitude Nord jusqu'à l'embouchure du Zambèze au sud ; de ce point la ligne de démarcation suivra le Zambèze jusqu'à 5 milles en amont du confluent du Shiré et continuera par la ligne de faite séparant les eaux qui coulent vers le lac Nyassa des eaux tributaires du Zambèze pour rejoindre enfin la ligne de partage des eaux du Zambèze et du Congo.

THE PRESIDENT OF THE PORTUGUESE REPUBLIC:

Dr. Affonso da Costa, formerly President of the Council of Ministers;

Dr. Augusto Luiz Vieira Soares, formerly Minister for Foreign Affairs;

Who, after having communicated their full powers recognised in good and due form,

Have agreed as follows:

ARTICLE 1.

The Signatory Powers undertake to maintain between their respective nationals and those of States, Members of the League of Nations, which may adhere to the present Convention a complete commercial equality in the territories under their authority within the area defined by Article 1 of the General Act of Berlin of February 26, 1885, set out in the Annex hereto, but subject to the reservation specified in the final paragraph of that article.

Annex.

Article 1 of the General Act of Berlin of February 26, 1885.

The trade of all nations shall enjoy complete freedom:

1. In all the regions forming the basin of the Congo and its outlets. This basin is bounded by the watersheds (or mountain ridges) of the adjacent basins, namely, in particular, those of the Niari, the Ogowé, the Shari, and the Nile, on the north; by the eastern watershed line of the affluents of Lake Tanganyika on the east; and by the watersheds of the basins of the Zambesi and the Logé on the south. It therefore comprises all the regions watered by the Congo and its affluents, including Lake Tanganyika, with its eastern tributaries.

2. In the maritime zone extending along the Atlantic Ocean from the parallel situated in $2^{\circ} 30'$ of south latitude to the mouth of the Logé.

The northern boundary will follow the parallel situated in $2^{\circ} 30'$ from the coast to the point where it meets the geographical basin of the Congo, avoiding the basin of the Ogowé, to which the provisions of the present Act do not apply.

The southern boundary will follow the course of the Logé to its source, and thence pass eastwards till it joins the geographical basin of the Congo.

3. In the zone stretching eastwards from the Congo Basin as above defined, to the Indian Ocean from 5° of north latitude to the mouth of the Zambesi in the south, from which point the line of demarcation will ascend the Zambesi to 5 miles above its confluence with the Shiré, and then follow the watershed between the affluents of Lake Nyassa and those of the Zambesi, till at last it reaches the watershed between the waters of the Zambesi and the Congo.

Il est expressément entendu qu'en étendant à cette zone orientale le principe de la liberté commerciale, les Puissances représentées à la Conférence ne s'engagent que pour elles-mêmes et que ce principe ne s'appliquera aux territoires appartenant actuellement à quelque État indépendant et souverain, qu'autant que celui-ci y donnera son consentement. Les Puissances conviennent d'employer leur bons offices auprès des Gouvernements établis sur le littoral africain de la mer des Indes afin d'obtenir ledit consentement et, en tout cas, d'assurer au transit de toutes les nations les conditions les plus favorables.

ARTICLE 2.

Les marchandises appartenant aux ressortissants des Puissances signataires et des États, Membres de la Société des Nations, qui adhéreront à la présente Convention, auront libre accès à l'intérieur des régions visées à l'article 1^{er}. Aucun traitement différentiel ne pourra être imposé à ces marchandises, à l'entrée ou à la sortie, le transit demeurant exempt de tous droits, taxes ou redevances autres que ceux perçus pour services rendus.

Les navires battant pavillon d'une desdites Puissances auront également accès à tout le littoral et à tous les ports maritimes des territoires énumérés à l'article 1^{er}; aucun traitement différentiel ne pourra leur être imposé.

Sous réserve de ces dispositions, les États intéressés conservent le droit de fixer librement les règles et les tarifs de douane ou de navigation applicables sur leurs territoires.

ARTICLE 3.

Sur les territoires visés à l'article 1^{er} et soumis à l'autorité de l'une des Puissances signataires les ressortissants de ces Puissances ou des États, Membres de la Société des Nations, qui adhéreront à la présente Convention, jouiront indistinctement et sous la seule réserve des restrictions nécessaires au maintien de la sécurité et de l'ordre publics, tant pour la protection de leurs personnes et de leurs biens que pour l'acquisition et la transmission de leurs propriétés mobilières et immobilières et pour l'exercice de leur profession, du même traitement et des mêmes droits que les ressortissants de la Puissance exerçant son autorité sur le territoire.

ARTICLE 4.

Chaque État conserve le droit de disposer librement de ses biens et d'accorder des concessions pour l'exploitation des richesses naturelles du territoire, mais toute réglementation relative à ces objets ne pourra comporter aucun traitement différentiel entre les ressortissants des Puissances signataires et des États, Membres de la Société des Nations, qui adhéreront à la présente Convention.

ARTICLE 5.

La navigation du Niger, de ses embranchements et issues, et de tous les fleuves, de leurs embranchements et issues coulant sur les territoires visés à l'article 1, ainsi que la navigation des lacs situés sur ces territoires, sera, sous réserve des dispositions du présent

It is expressly recognised that in extending the principle of free trade to this eastern zone, the Conference Powers only undertake engagements for themselves, and that in the territories belonging to an independent Sovereign State this principle shall only be applicable in so far as it is approved by such State. But the Powers agree to use their good offices with the Governments established on the African shore of the Indian Ocean for the purpose of obtaining such approval, and in any case of securing the most favourable conditions to the transit (traffic) of all nations.

ARTICLE 2.

Merchandise belonging to the nationals of the Signatory Powers, and to those of States, Members of the League of Nations, which may adhere to the present Convention, shall have free access to the interior of the regions specified in Article 1. No differential treatment shall be imposed upon the said merchandise on importation or exportation, the transit remaining free from all duties, taxes or dues, other than those collected for services rendered.

Vessels flying the flag of any of the said Powers shall also have access to all the coast and to all maritime ports in the territories specified in Article 1; they shall be subject to no differential treatment.

Subject to these provisions, the States concerned reserve to themselves complete liberty of action as to the customs and navigation regulations and tariffs to be applied in their territories.

ARTICLE 3.

In the territories specified in Article 1 and placed under the authority of one of the Signatory Powers, the nationals of those Powers, or of States, Members of the League of Nations, which may adhere to the present Convention shall, subject only to the limitations necessary for the maintenance of public security and order, enjoy without distinction the same treatment and the same rights as the nationals of the Power exercising authority in the territory, with regard to the protection of their persons and effects, with regard to the acquisition and transmission of their movable and real property, and with regard to the exercise of their professions.

ARTICLE 4.

Each State reserves the right to dispose freely of its property and to grant concessions for the development of the natural resources of the territory, but no regulations on these matters shall admit of any differential treatment between the nationals of the Signatory Powers and of States, Members of the League of Nations, which may adhere to the present Convention.

ARTICLE 5.

Subject to the provisions of the present chapter, the navigation of the Niger, of its branches and outlets, and of all the rivers, and of their branches and outlets, within the territories specified in Article 1, as well as of the lakes situated within those territories, shall be

chapitre, entièrement libre aussi bien pour les navires de commerce que pour le transport des marchandises et des voyageurs.

Les bateaux de toute nature appartenant aux ressortissants des Puissances signataires et des États, Membres de la Société des Nations, qui adhéreront à la présente Convention, seront traités, sous tous les rapports, sur le pied d'une parfaite égalité.

ARTICLE 6.

La navigation ne pourra être assujettie à aucune entrave ni redevance basée sur le seul fait de la navigation.

Elle ne subira aucune obligation d'échelle, d'étape, de dépôt, de rupture de charge ou de relâche forcée.

Il ne sera établi sur les navires aucun péage maritime ni fluvial, basé sur le seul fait de la navigation, ni aucun droit de transit sur les marchandises qui se trouvent à bord. Pourront seuls être perçus des taxes ou droits qui auront le caractère de rétribution pour services rendus à la navigation même. Les tarifs de ces taxes ou droits ne comporteront aucun traitement différentiel.

ARTICLE 7.

Les affluents des fleuves et des lacs visés à l'article 5 seront soumis, à tous égards, au même régime que les fleuves ou les lacs, dont ils sont tributaires.

Les routes, chemins de fer ou canaux latéraux, qui pourront être établis dans le but spécial de suppléer à l'innavigabilité ou aux imperfections de la voie fluviale sur certaines sections des fleuves et des lacs visés à l'article 5, de leurs affluents, de leurs embranchements et issues, seront considérés, en tant que moyens de communication, comme des dépendances de ces fleuves et lacs, et seront également ouverts au trafic des ressortissants des Puissances signataires et des États, Membres de la Société des Nations, qui adhéreront à la présente Convention.

Il ne pourra être perçu sur ces routes, chemins de fer et canaux que des péages qui devront être calculés en tenant compte des dépenses de construction, d'entretien et d'administration, ainsi que du bénéfice équitable dû à l'entreprise. Le taux en devra être maintenu rigoureusement égal pour tous les ressortissants des Puissances signataires et pour ceux des États, Membres de la Société des Nations, qui adhéreront à la présente Convention.

ARTICLE 8.

Chacune des Parties signataires demeurera libre d'établir les règlements qu'elle jugera utiles pour assurer la sécurité et le contrôle de la navigation, étant entendu que ces règlements devront tendre à faciliter autant que possible la circulation des navires de commerce.

ARTICLE 9.

Dans les sections des fleuves et de leurs affluents ainsi que sur les lacs, dont l'utilisation n'est pas nécessaire à plusieurs États riverains, les Gouvernements exerçant l'autorité resteront libres, pour le main-

entirely free for merchant vessels and for the transport of goods and passengers.

Craft of every kind belonging to the nationals of the Signatory Powers and of States, Members of the League of Nations, which may adhere to the present Convention shall be treated in all respects on a footing of perfect equality.

ARTICLE 6.

The navigation shall not be subject to any restriction or dues based on the mere fact of navigation.

It shall not be exposed to any obligation in regard to landing, station, or depôt, or for breaking bulk or for compulsory entry into port.

No maritime or river toll, based on the mere fact of navigation, shall be levied on vessels, nor shall any transit duty be levied on goods on board. Only such taxes or duties shall be collected as may be an equivalent for services rendered to navigation itself. The tariff of these taxes or duties shall not admit of any differential treatment.

ARTICLE 7

The affluents of the rivers and lakes specified in Article 5 shall in all respects be subject to the same rules as the rivers or lakes of which they are tributaries.

The roads, railways or lateral canals which may be constructed with the special object of obviating the innavigability or correcting the imperfections of the water route on certain sections of the rivers and lakes specified in Article 5, their affluents, branches and outlets, shall be considered, in their quality of means of communication, as dependencies of these rivers and lakes, and shall be equally open to the traffic of the nationals of the Signatory Powers and of the States, Members of the League of Nations, which may adhere to the present Convention.

On these roads, railways and canals only such tolls shall be collected as are calculated on the cost of construction, maintenance and management, and on the profits reasonably accruing to the undertaking. As regards the tariff of these tolls, the nationals of the Signatory Powers and of States, Members of the League of Nations, which may adhere to the present Convention, shall be treated on a footing of perfect equality.

ARTICLE 8.

Each of the Signatory Powers shall remain free to establish the rules which it may consider expedient for the purpose of ensuring the safety and control of navigation, on the understanding that these rules shall facilitate, as far as possible, the circulation of merchant vessels.

ARTICLE 9.

In such sections of the rivers and of their affluents, as well as on such lakes, as are not necessarily utilised by more than one riverain State, the Governments exercising authority shall remain free to

tien de la sécurité et de l'ordre publics, et pour les autres nécessités de l'œuvre civilisatrice et coloniale, d'établir tel régime que de besoin ; mais la réglementation ne pourra comporter aucun traitement différentiel entre les navires ou entre les ressortissants des Puissances signataires et des États, Membres de la Société des Nations, qui adhéreront à la présente Convention.

ARTICLE 10.

Les Puissances signataires reconnaissent l'obligation de maintenir dans les régions relevant de leur autorité, l'existence d'un pouvoir et de moyens de police suffisants pour assurer la protection des personnes et des biens et, le cas échéant, la liberté du commerce et du transit.

ARTICLE 11.

Les Puissances signataires, exerçant des droits de souveraineté ou une autorité dans les territoires africains, continueront à veiller à la conservation des populations indigènes ainsi qu'à l'amélioration de leurs conditions morales et matérielles ; elles s'efforceront, en particulier, d'assurer la suppression complète de l'esclavage sous toutes ses formes et de la traite des noirs, sur terre et sur mer.

Elles protégeront et favoriseront, sans distinction de nationalité ni de culte, les institutions et les entreprises religieuses, scientifiques ou charitables, créées et organisées par les ressortissants des autres Puissances signataires et des États, Membres de la Société des Nations, qui adhéreront à la présente Convention, qui tendront à conduire les indigènes dans la voie du progrès et de la civilisation. Les missions scientifiques, leur matériel et leurs collections seront également l'objet d'une sollicitude spéciale.

La liberté de conscience et le libre exercice de tous les cultes sont expressément garantis à tous les ressortissants des Puissances signataires et à ceux des États, membres de la Société des Nations, qui deviendront parties à la présente Convention. Dans cet esprit, les missionnaires auront le droit d'entrer, de circuler et de résider sur le territoire africaine, avec faculté de s'y établir pour poursuivre leur œuvre religieuse.

L'application des dispositions prévues aux deux alinéas précédents ne comportera pas d'autres restrictions que celles qui seront nécessaires au maintien de la sécurité et de l'ordre publics ou qui résulteront de l'application du droit constitutionnel de chacune des Puissances exerçant l'autorité dans les territoires africains.

ARTICLE 12.

Les Puissances signataires conviennent que, s'il venait à s'élever entre elles un différend quelconque touchant l'application de la présente Convention et ne pouvant être réglé par voie de négociation, ce différend devra être soumis à un Tribunal d'arbitrage conformément aux dispositions du Pacte de la Société des Nations.

ARTICLE 13.

Sauf les stipulations visées à l'article 1^{er} de la présente Convention l'Acte général de Berlin du 26 février 1885, et l'Acte général de

establish such systems as may be required for the maintenance of public safety and order, and for other necessities of the work of civilisation and colonisation ; but the regulations shall not admit of any differential treatment between vessels or between nationals of the Signatory Powers and of States, Members of the League of Nations, which may adhere to the present Convention.

ARTICLE 10.

The Signatory Powers recognise the obligation to maintain in the regions subject to their jurisdiction an authority and police forces sufficient to ensure protection of persons and of property and, if necessary, freedom of trade and of transit.

ARTICLE 11.

The Signatory Powers exercising sovereign rights or authority in African territories will continue to watch over the preservation of the native populations and to supervise the improvement of the conditions of their moral and material well-being. They will, in particular, endeavour to secure the complete suppression of slavery in all its forms and of the slave trade by land and sea.

They will protect and favour, without distinction of nationality or of religion, the religious, scientific or charitable institutions and undertakings created and organised by the nationals of the other Signatory Powers and of States, Members of the League of Nations, which may adhere to the present Convention, which aim at leading the natives in the path of progress and civilisation. Scientific missions, their property and their collections, shall likewise be the objects of special solicitude.

Freedom of conscience and the free exercise of all forms of religion are expressly guaranteed to all nationals of the Signatory Powers and to those under the jurisdiction of States, Members of the League of Nations, which may become parties to the present Convention. Similarly, missionaries shall have the right to enter into, and to travel and reside in, African territory with a view to prosecuting their calling.

The application of the provisions of the two preceding paragraphs shall be subject only to such restrictions as may be necessary for the maintenance of public security and order, or as may result from the enforcement of the constitutional law of any of the Powers exercising authority in African territories.

ARTICLE 12.

The Signatory Powers agree that if any dispute whatever should arise between them relating to the application of the present Convention which cannot be settled by negotiation, this dispute shall be submitted to an arbitral tribunal in conformity with the provisions of the Covenant of the League of Nations.

ARTICLE 13.

Except in so far as the stipulations contained in Article 1 of the present Convention are concerned, the General Act of Berlin of

Bruxelles du 2 juillet 1890, ainsi que la Déclaration en date du même jour, seront considérés comme abrogés, en tant qu'ils lient entre elles les Puissances qui sont parties à la présente Convention.

ARTICLE 14.

Pourront adhérer à la présente Convention les États qui exercent l'autorité sur des territoires africains et les autres États, Membres de la Société des Nations, qui étaient parties soit à l'Acte de Berlin, soit à l'Acte de Bruxelles ou à la Déclaration y annexée. Les Puissances signataires feront tous leurs efforts pour obtenir l'adhésion de ces États.

Cette adhésion sera signifiée, par la voie diplomatique, au Gouvernement de la République française et par celui-ci à tous les États signataires ou adhérents. Elle portera effet à dater du jour de sa signification au Gouvernement français.

ARTICLE 15.

Les Puissances signataires se réuniront à l'expiration d'une période de dix ans, à dater de la mise en vigueur de la présente Convention, pour apporter à celle-ci les modifications que l'expérience aura rendues nécessaires.

La présente Convention sera ratifiée le plus tôt possible.

Chaque Puissance adressera sa ratification au Gouvernement français, par les soins duquel il en sera donné avis à toutes les autres Puissances signataires.

Les ratifications resteront déposées dans les archives du Gouvernement français.

La présente Convention entrera en vigueur, pour chaque Puissance signataire, à dater du dépôt de sa ratification et, dès ce moment, cette Puissance sera liée vis-à-vis des autres Puissances ayant déjà procédé au dépôt de leurs ratifications.

Dès la mise en vigueur de la présente Convention, le Gouvernement français adressera une copie certifiée de celle-ci aux Puissances qui, en vertu des Traités de paix, se sont engagées à reconnaître et agréer ladite Convention et dont le nom sera notifié aux États adhérents.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires susnommés ont signé la présente Convention.

Fait à Saint-Germain-en-Laye, le dix septembre mil neuf cent dix-neuf, en un seul exemplaire qui restera déposé dans les archives du Gouvernement de la République française et dont les expéditions authentiques seront remises à chacune des Puissances signataires.

(L.S.) FRANK L. POLK.

(L.S.) HENRY WHITE.



26th February, 1885, and the General Act of Brussels of 2nd July, 1890, with the accompanying Declaration of equal date, shall be considered as abrogated, in so far as they are binding between the Powers which are Parties to the present Convention.

ARTICLE 14.

States exercising authority over African territories, and other States, Members of the League of Nations, which were parties either to the Act of Berlin or to the Act of Brussels or the Declaration annexed thereto, may adhere to the present Convention. The Signatory Powers will use their best endeavours to obtain the adhesion of these States.

This adhesion shall be notified through the diplomatic channel to the Government of the French Republic, and by it to all the Signatory or adhering States. The adhesion will come into force from the date of its notification to the French Government.

ARTICLE 15.

The Signatory Powers will reassemble at the expiration of ten years from the coming into force of the present Convention, in order to introduce into it such modifications as experience may have shown to be necessary.

The present Convention shall be ratified as soon as possible.

Each Power will address its ratification to the French Government, which will inform all the other Signatory Powers.

The ratifications will remain deposited in the archives of the French Government.

The present Convention will come into force for each Signatory Power from the date of the deposit of its ratification, and from that moment that Power will be bound in respect of other Powers which have already deposited their ratifications.

On the coming into force of the present Convention, the French Government will transmit a certified copy to the Powers which, under the Treaties of Peace, have undertaken to accept and observe it. The names of these Powers will be notified to the States which adhere.

In faith whereof the above-named Plenipotentiaries have signed the present Convention.

Done at Saint-Germain-en-Laye, the 10th day of September, 1919, in a single copy, which will remain deposited in the archives of the Government of the French Republic, and of which authenticated copies will be sent to each of the Signatory Powers.

(L.S.) TASKER H. BLISS.
(L.S.) HYMANS.
(L.S.) J. VAN DEN HEUVEL.
(L.S.) E. VANDERVELDE.
(L.S.) ARTHUR JAMES BALFOUR.
(L.S.)
(L.S.) MILNER.
(L.S.) G. N. BARNES.
(L.S.) A. E. KEMP.
(L.S.) G. F. PEARCE.
(L.S.) MILNER.
(L.S.) THOS. MACKENZIE.
(L.S.) SINHA OF RAIPUR.
(L.S.) G. CLEMENCEAU.
(L.S.) S. PICHON.
(L.S.) L.-L. KLOTZ.
(L.S.) ANDRÉ TARDIEU.
(L.S.) JULES CAMBON.
(L.S.) TOM. TITTONI.
(L.S.) VITTORIO SCIALOJA.
(L.S.) MAGGIORINO FERRARIS.
(L.S.) GUGLIELMO MARCONI.
(L.S.) S. CHINDA.
(L.S.) K. MATSUI.
(L.S.) H. IJUIN.
(L.S.) AFFONSO COSTA.
(L.S.) AUGUSTO SOARES.

UNIVERSITY OF CALIFORNIA
LOS ANGELES

OCT 19 1964

LIBRARY
GOVT. PUBS. ROOM